

Cette fiche technique fait partie d'une série destinée aux demandeurs participant au deuxième Appel à Propositions 2006 de la Facilité ACP-UE pour l'Eau. La Facilité ACP-UE pour l'Eau exige que les demandeurs fournissent ou garantissent un niveau de cofinancement minimum. La série de fiches techniques vise à guider les différentes catégories de demandeurs sur les sources de cofinancement disponibles.

La Fiche Technique 04 s'adresse aux acteurs non-étatiques, notamment les Organisations Non-Gouvernementales (ONG), les membres de la société civile et les instituts de recherche impliqués dans l'amélioration ou l'optimisation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de gestion intégrée des ressources en eau.

**Il est recommandé aux demandeurs de consulter les Lignes Directrices et les Annexes du Deuxième Appel à Propositions de la Facilité ACP-UE pour l'Eau qui sont les seuls à revêtir un caractère obligatoire lors de la préparation des demandes.**



## Introduction

La Facilité ACP<sup>(i)</sup>-UE pour l'Eau (ACP-UE FE) invite tous les demandeurs des différentes catégories à chercher des modes de cofinancement innovants et flexibles. Les fiches techniques visent à leur suggérer toutes les options de financement disponibles. Ces fiches n'ont aucune valeur prescriptive ni obligatoire et les options de cofinancement présentées ici ne concernent pas automatiquement tous les demandeurs.

Cette fiche technique présente les sources de financement accessibles aux demandeurs non-étatiques issus des pays ACP.

Les Organisations Non-Gouvernementales (ONG), notamment les organismes communautaires et les membres de la société civile, jouent un rôle prépondérant d'assistance pour l'amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement destinés aux communautés rurales, périurbaines et aux bidonvilles. Lesdites organisations sont engagées dans la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, le recours à des technologies plus économiques, le renforcement des capacités, la formation de partenariats entre les communautés et les municipalités/autorités locales/services publics pour étendre l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement aux régions pauvres. Elles sont également engagées dans des pourparlers avec les pouvoirs publics et jouent un rôle majeur pour inciter des réformes dans le secteur de l'eau et sensibiliser le public sur les questions d'hygiène. Les ONG et les membres de la société civile sont souvent connus des communautés dans lesquelles ils interviennent et une totale confiance leur est accordée. De nombreux pays donateurs et institutions multilatérales apportent actuellement leur aide par l'intermédiaire d'ONG considérées, pour certaines d'entre elles, comme plus efficaces, réactives et qui agissent dans des régions inaccessibles pour le gouvernement ou les services publics.

**Actions** - La *Section 2.1.2* des Lignes Directrices de l'Appel à Propositions 2006 détaille les types d'activités relatives aux trois composantes qui seront prises en compte lors de l'octroi des subventions. Cependant, lorsqu'elles sont pertinentes, d'autres activités peuvent être prises en compte.

## Sources et types de cofinancement disponibles

**Exigences de l'ACP-UE FE en matière de cofinancement** – Le cofinancement de l'ACP-UE FE se présente sous la forme d'une subvention en complément des fonds réunis par le demandeur. Les fonds du demandeur doivent provenir de ses ressources propres, de celles de ses partenaires, de ses codonateurs, ou d'autres sources que le budget du FED ou les fonds de la Communauté Européenne (CE). Ces fonds devront être libérés et utilisés conjointement avec la subvention de l'ACP-UE FE.

(i) L'Afrique, les Caraïbes et Pacifique (ACP)

## Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 04

**Options et sources de cofinancement suggérées** – Les financements destinés aux ONG et aux membres de la société civile proviennent souvent d'agences bilatérales via des lignes budgétaires établies ou d'autres subventions discrétionnaires, des codonateurs multilatéraux, des fondations, des grands groupes, les gouvernements nationaux et les contributions privées. Les ONG doivent adopter une approche d'entreprise pour réunir des fonds, recourir à une planification rigoureuse et s'engager à développer la proposition faisant l'objet du contrat de subvention ACP-UE FE.

Dans le cadre de l'Appel à Propositions 2006, le demandeur peut avoir accès à des fonds/cofinancements provenant de différentes sources:

- **Agences bilatérales** – De nombreuses agences bilatérales ont mis en place des lignes budgétaires spécifiques (fonds distribués sous forme de subventions annuelles) pour aider les ONG et les membres de la société civile à mettre en oeuvre une série d'activités dans de nombreux pays ACP. Ces fonds constituent souvent la principale source de financement à laquelle peuvent avoir accès les ONG locales agissant dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. De nombreuses agences bilatérales font appel aux ONG pour mettre en oeuvre des projets/programmes d'approvisionnement en eau ou d'assainissement avec des fonds dédiés à des projets spécifiques. Les subventions spécifiques à certains projets peuvent avoir une durée limitée (normalement tout au long de la durée de vie du projet). Ce mode de financement est l'un des plus couramment utilisés par les ONG dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Ces fonds peuvent être utilisés comme source de cofinancement si le demandeur a conclu ou est en passe de conclure des accords de mise en oeuvre/partenariat avec une agence bilatérale dans le cadre d'un projet.
- **Autofinancement** – Les ONG (notamment internationales et bien implantées localement) peuvent réunir des fonds par leurs propres moyens, via les cotisations de leurs adhérents et les contributions privées. Il semble peu probable que les ONG locales puissent avoir accès à une telle source de financement et elles sont donc vivement encouragées à s'associer avec des ONG bien implantées disposant d'un financement international garanti et régulier.
- **Financement au niveau local** – Une ONG peut obtenir des fonds de la communauté et des institutions locales telles que les entreprises. Ainsi, une organisation communautaire formée par les communautés bénéficiaires et dont la création a été aidée par une ONG a pu collecter des fonds auprès des communautés bénéficiaires sous forme de contributions en capital et de redevances (charges), pour couvrir partiellement le capital et intégralement les coûts d'entretien des investissements dans les activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement au sein de la communauté. De tels accords peuvent constituer une source possible de cofinancement dans le cadre d'une demande de subvention ACP-UE FE. Les demandeurs devront être responsables financièrement et mettre en place des mesures de transparence et garantir que les fonds sont bien utilisés aux fins indiquées dans le contrat de subvention. Comme la plupart de ces organisations communautaires sont de taille modeste et ont une portée réduite, il est possible de les réunir pour réaliser des économies d'échelle. De telles propositions devront être accompagnées de mesures promouvant une gestion financière saine de la part des communautés bénéficiaires.
- **Fondations et Fonds d'Investissement Social** – Ces institutions sont des sources de financements de plus en plus importantes pour les ONG et la société civile. Plusieurs grandes fondations bien établies telles que la Fondation Ford et les fonds d'investissements tels que l'Acumen Fund accordant des subventions et des prêts aux programmes et projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- **Programmes multilatéraux** – Plusieurs agences multilatérales ont mis en place des programmes de financement destinés aux activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Parmi eux, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Système de Financement des Infrastructures sous la Direction des Communautés, plusieurs fonds de la Banque Mondiale comme le Bank Netherlands Partnership Programme (BNPP) et le Fonds Social Japonais pour le Développement.

## Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 04

→ **Micro crédits** – Les ONG peuvent permettre aux organisations communautaires d'obtenir une ligne de crédit pour des micro crédits auprès d'institutions de micro financement telles que K-REP au Kenya. Elles peuvent également créer des partenariats avec les sociétés de services publics pour obtenir le cofinancement nécessaire à la communauté pour l'amélioration et l'expansion des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones périurbaines et les bidonvilles. Les ONG peuvent combiner plusieurs de ces projets et réaliser ainsi des économies d'échelle et respecter les exigences de l'ACP-UE FE.

Des informations complémentaires sur les sources listées dans cette fiche technique sont disponibles sur le site internet du Guide Financier de l'EUWI <http://financeguide.euwi.net>

L'objectif du Guide Financier de l'EUWI est d'indiquer des bailleurs de fonds dans les pays en développement, ainsi que différents types de mécanismes financiers disponibles dans le secteur de l'eau, leur fonctionnement (d'une manière générale), et également de fournir des liens vers d'autres sites internet, comportant des détails et informations complémentaires. Cet effort est le premier pas vers la création d'une source d'information plus centralisée concernant la variété des différents mécanismes de financement disponibles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et de permettre ainsi en les faisant connaître un meilleur accès aux sources de financement.